

LE SABRE ET L'ENCENS

Arnaud BROTONS
Université Paris 7

*Compte rendu
d'ouvrage*

Nathalie KOUAMÉ, *Le sabre et l'encens – Ou comment les fonctionnaires du fief de Mito présentent dans un « Registre des destructions » daté de l'an 1666 l'audacieuse politique religieuse de leur seigneur Tokugawa Mitsukuni*, Collège de France – Institut des Hautes Études Japonaises, Diffusion De Bocard, 2005, 141 p.

L'exercice peut paraître audacieux : expliquer, sur la base d'un seul texte, les motivations, les mécanismes, les enjeux d'une politique religieuse menée par Tokugawa Mitsukuni 徳川光圀 (1626-1700), petit-fils de Ieyasu et maître du fief de Mito, au milieu du XVII^e siècle. Si l'historien appuie son travail sur des sources, il est souvent moins enclin à se lancer dans un exercice de généralisation sans avoir ordonné une belle brassée de documents. Mais il existe des textes qui se font l'écho de ruptures majeures et qui permettent de plonger au cœur de leur complexité. Mitsukuni est entré en fonction en 1661 dans le fief de Mito. Il était alors âgé de 38 ans. Son nom est associé à la naissance de la monumentale « Grande histoire du Japon » (*Dai Nippon-shi* 大日本史). Il est moins connu en revanche pour l'ardeur et la méticulosité qu'il a déployées pour remodeler le paysage religieux de son fief. L'objet de ce bref et éclairant ouvrage de Nathalie Kouamé est d'analyser, à partir de la traduction et du commentaire d'un document rare de 1666, « quasiment inédit » et conservé à la bibliothèque de la Diète, le *Registre des destructions* (*Hakyakuchō* 破却帳), comment, en matière de politique religieuse, « Mito est allé plus loin qu'Edo » (p. 127) et de montrer quelles furent les « intentions réelles » (p. 101) de Mitsukuni par rapport au *bakufu* des Tokugawa.

Ce document est en fait la compilation de douze lettres adressées aux fonctionnaires de Mito pour la mise en œuvre de la politique religieuse voulue par Mitsukuni, qui réside à Edo. Ce texte, pur produit de l'administration bureaucratique du système *baku-han* 幕藩, expose, non seulement les principes généraux des modalités de destruction de centaines de temples bouddhiques, celles des transferts de paroisses ou de dégradation de moines à l'état laïc, mais aussi leur mise en pratique dans des lieux localisés ou dans des temples nommés, à travers la vie de religieux en fonction. C'est ainsi toute une idéologie qui prend corps. Jusqu'à présent, cet épisode était associé à une féroce répression des Tokugawa, auxquels on attribuait le projet de briser le bouddhisme. L'auteur s'emploie à montrer que cette vision est doublement fautive, ou du moins qu'elle doit être sérieusement corrigée : 1) l'objet de la politique religieuse de Mitsukuni n'est pas le croire, ni même la croyance, mais l'espace social d'un temple, sa surface institutionnelle ou géographique ; 2) il ne s'agit pas d'éradiquer le bouddhisme de la société, même si plusieurs courants de pensée confucéens se plaisent à vilipender les moines et leur dépravation morale ou leur inutilité sociale. La politique mise en place répond à une logique précise, reflet d'un « État véritablement moderne » (p. 103), celle de ramener les pratiques sociales du bouddhisme (notamment les funérailles) et le mode de vie de son clergé à une certaine normalité. Écartant la thèse d'une attaque en règle contre le bouddhisme et son clergé, l'auteur affirme que « l'État *baku-han* était fondamentalement tolérant et n'avait pas d'idéologie (anti-)religieuse à proposer » (p. 128). Voilà donc renvoyées « dos à dos » (p. 101) les conclusions de l'historiographie japonaise qui oscillent entre une lecture antibouddhique et la chasse aux superstitions populaires. Pour Nathalie Kouamé, la « remarquable méticulosité bureaucratique » (p. 103) dont ce texte est témoin, n'est en rien « une réponse à une situation de crise politique » (p. 110). Il s'agit en fait de « prendre en main une situation religieuse [...] confuse » (p. 110). Pour un État « obsédé par l'ordre » (p. 116), l'effervescence religieuse de l'époque constitue à plusieurs égards une forme de dangereuse confusion qui contraste avec « la belle ordonnance que les institutions politiques ont déjà acquises » (p. 110) : 1) beaucoup de temples ne sont pas rattachés à une secte précise ou encore ne sont pas intégrés à la structure temple-souche – temple secondaire (*honmatsu* 本末) ; 2) les *gyōnin* 行人 et, dans une moindre mesure, une partie des *yamabushi* 山伏 comptent au rang des religieux au statut mal défini qui administrent des rites magiques à la demande ; 3) la plupart des moines bouddhiques, peut-on lire dans le *Registre des destructions*, vivent dans la fornication, ce qui les « rend indigne[s] d'être moine[s] » (p. 79), même si Nathalie Kouamé veut plutôt y voir un problème posé en termes « normatifs et institutionnels » (p. 123). Mais par-dessus tout, ils ne remplissent pas leur office pour les funérailles :

« Les temples des desservants qui ne font ni prières ni funérailles seront détruits parce que ce sont des temples inutiles » (p. 68), car, précise encore le texte, « les moines ont pour vocation de se préoccuper de la mort » (p. 69). Notant qu'à la même époque, les provinces d'Okayama et d'Aizu mettent aussi en œuvre de vastes politiques de régulation du religieux, l'auteur avance que le cas de Mitsukuni doit se comprendre dans le cadre d'une politique religieuse plus large que le *bakufu* aurait voulu tester dans certains fiefs avant de l'étendre au pays (p. 131). Si le travail de Nathalie Kouamé est audacieux, c'est un pari réussi dans lequel l'articulation entre le particulier et le général évite l'écueil des généralités. Bien sûr, il est possible de faire des remarques identiques à celles qui avaient suivi la parution du livre de Ruth Benedict *Le sabre et le chrysanthème* : l'univocité des sources. Le lecteur pourra regretter que l'auteur n'ait pas jugé bon de multiplier les lieux d'énonciation : aucune voix ne nous parvient du clergé bouddhique ou du shintō (épargné, mais qui sera peu après l'objet d'une politique de mise en ordre) ; les conséquences sociales, politiques et économiques de cette politique sont abordées de façon très brève, car « [le] manuscrit ne dit rien des résultats obtenus par Mitsukuni à l'issue de sa réforme » (p. 134). Mais l'auteur assume pleinement son choix de ne présenter qu'un seul document, pur produit de l'idéologie Tokugawa. Elle montre, au croisement des théories wébériennes et éliassienne, comment l'idéologie des classes dominantes, par le contrôle de la moralité et de la sexualité des religieux, ainsi que par celui de l'administration de la mort, peut informer la vie sociale ou du moins tente de la modeler. Car, faut-il le rappeler, les capacités de résistance et de plasticité du religieux influent souvent, en retour, le politique.

